



Le GAFSP permet-il  
de toucher les petits  
producteurs de denrées  
alimentaires au Sénégal?

# Introduction: l'appui du GAFSP au PASA Lou-Ma-Kaf au Sénégal

Au Sénégal, la proportion d'individus vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté a baissé de 55,2% en 2001 à 46,7% en 2011<sup>1</sup>. La pauvreté reste élevée en milieu rural (57,3%), où vit la majorité des plus de 13 millions de Sénégalais. Le déficit d'emplois productifs en milieu rural nourrit un exode des jeunes et des femmes vers les centres urbains du pays, voire vers l'étranger. L'insécurité alimentaire reste forte (16% de la population en 2014<sup>2</sup>) et concerne avant tout les ménages agricoles et les familles pauvres. Bien que ne contribuant qu'à moins de 13% du Produit Intérieur Brut (PIB)<sup>3</sup>, le secteur agricole fait vivre plus de la moitié de la population du Sénégal. Moins de 2% des surfaces agricoles exploitées sont irriguées<sup>4</sup>. Le sous-secteur de l'élevage occupe environ 3 millions d'individus, et participe pour environ 35% au PIB du secteur agricole<sup>5</sup>. La production locale de céréales n'arrive à couvrir que la moitié des besoins alimentaires de base, et le pays importe 70% de sa nourriture<sup>6</sup>, notamment des quantités importantes de riz blanc.

Le Projet d'appui à la sécurité alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine (PASA Lou-Ma-Kaf) bénéficie d'un don de 40 millions de dollars américains du guichet secteur public du Fonds multi-donateurs du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP). La participation du gouvernement sénégalais s'élève à 5,8 millions de dollars. Ce projet de 5,5 ans (2013-2018) vise à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ruraux, en facilitant l'accès des producteurs à petite échelle, des femmes, et de leurs organisations à des infrastructures routières, agricoles et pastorales diversifiées, ainsi qu'à des technologies, services et formations adaptés.

La mise en œuvre du projet doit bénéficier à plus de 30 000 agriculteurs ou éleveurs, dont 13 000 femmes (43% des bénéficiaires). Le projet doit accorder une attention spécifique à l'emploi des jeunes (2 900 emplois directs) et à la résilience au changement climatique.

Les activités sont mises en œuvre avec le concours de trois agences étatiques: la Direction de l'élevage et des productions animales (DIREL), l'Agence nationale d'insertion et de développement agricole (ANIDA) pour la mise en place des fermes maraîchères, et la Direction des bassins de rétention et lacs artificiels (DBRLA) pour l'aménagement des bas-fonds et les activités connexes. Le Ministère de l'agriculture et de l'équipement rural (MAER) supervise et pilote l'ensemble du projet.

1 L'ensemble des chiffres de ce paragraphe sont basés sur l'Enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal de 2010-11: <http://anads.ansd.sn/index.php/catalog/17>

2 Programme Alimentaire Mondial, Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN), Sénégal, juillet 2014: <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp266798.pdf>. Le rapport sur l'état de l'Insécurité Alimentaire dans le Monde de la FAO en 2017 estime que 11,3% de la population sénégalaise est sous-nutrie: <http://www.fao.org/3/a-l7695e.pdf>

3 FAO, Bilan des activités de la FAO contribuant à la mise en œuvre du Cadre de Programmation par Pays (CPP) - Sénégal 2013-2017, 2014: <http://www.fao.org/3/a-as812f.pdf>

4 Banque Africaine de Développement, Projet d'appui à la sécurité alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine (PASA/Lou-Ma-Kaf), Rapport d'évaluation, avril 2013: <https://www.afdb.org/fr/documents/document/senegal-food-security-support-project-in-louga-matam-and-kaffrine-regions-pasa-lou-ma-kaf-appraisal-report-31417/>

5 Banque Africaine de Développement, 2013, op. cit.

6 FIDA: <https://www.ifad.org/web/operations/country/id/senegal>

COMPOSANTES	SOUS-COMPOSANTES
Développement des infrastructures agricoles et d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménagements hydro-agricoles pour la gestion et mobilisation des eaux de surface: 450 hectares de périmètres irrigués en goutte à goutte et alimentés par forage, 60 hectares de jardins maraîchers (mini-forages, puits), 1 600 hectares de bas-fonds rizicoles et horticoles aménagés avec des seuils de retenue et digues anti-sel, etc.</li> <li>• Organisation de 25 unités pastorales autour de 18 forages pastoraux équipés d'abreuvoirs</li> <li>• Création et aménagement de fermes horticoles (ANIDA)</li> <li>• Construction ou réhabilitation d'infrastructures d'élevage (120 bergeries/chêvreries, 60 poulaillers, 18 bâtiments d'exploitation, 30 parcs de vaccination)</li> <li>• Construction d'infrastructures de stockage des produits (25 hangars de stockage de fourrage, magasins, banques de céréales, etc.)</li> <li>• Construction de 120 km de pistes rurales</li> </ul>
Appui, mise en valeur et renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à la mise en valeur</li> <li>• Renforcement des capacités de différents dispositifs (vulgarisation, appui-conseil au niveau des sites aménagés, création d'emplois, organisation des producteurs, transformation et mise en marché des produits) en direction de plus de 30 000 producteurs</li> </ul>
Gestion du projet	Coordination et suivi du projet: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonctionnement</li> <li>• Logistique</li> <li>• Services</li> <li>• Suivi-évaluation</li> <li>• Appui à la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles (DAPSA)</li> </ul>

## Cadre de cette étude

ActionAid, une des organisations représentant la société civile au Comité de pilotage du GAFSP, a commandé une étude pour examiner la mise en œuvre du PASA Lou-Ma-Kaf au Sénégal, avec un intérêt particulier pour les petits producteurs de denrées alimentaires, les femmes productrices, l'implication et la participation des organisations de producteurs et de la société civile, et l'adaptation aux changements climatiques. Cette étude se base sur une mission de terrain effectuée en janvier 2018 dans les trois régions que le projet a ciblées dans le nord et centre du Sénégal: la zone sylvo-pastorale de Louga, la zone sylvo-pastorale de Matam, et Kaffrine, zone de production d'arachide et de vallées humides (bas-fonds) propices à la riziculture pluviale. Les visites de terrain ont permis de rencontrer individuellement des employés de l'unité de gestion du projet et 22 bénéficiaires, dont 15 femmes, ainsi que d'avoir des discussions de groupe dans les villages de bénéficiaires. Des entretiens ont également été menés avec un conseiller technique du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural, le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), ainsi que la Cellule d'Appui Technique du Conseil National de Concertation des Ruraux (CNCR), organisation paysanne nationale membre du ROPPA.

## Principales conclusions sur la mise en œuvre du PASA Lou-Ma-Kaf

Après quatre ans de mise en œuvre, le PASA Lou-Ma-Kaf a réalisé l'essentiel des investissements prévus initialement, dont plus de 200 poulaillers et bergeries, 15 étables, 46 parcs de vaccination, 32 fermes agricoles, 17 bas-fonds aménagés. Le renforcement des capacités techniques et organisationnelles a été amorcé. L'impact du projet se fait déjà sentir avec le développement des activités agricoles et d'élevage, la réduction de l'exode des jeunes et des femmes, la réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs et la moindre fréquence des feux de brousse en zone sylvo-pastorale.



## 1. Le projet cible-t-il les petits producteurs de denrées alimentaires?

Le PASA Lou-Ma-Kaf couvre trois régions aux situations différentes: Louga figure parmi les régions aux taux de pauvreté les plus faibles (moins de 40% de taux de pauvreté) du Sénégal, tandis qu'on situe Matam dans le groupe intermédiaire et Kafrine parmi les plus pauvres (plus de 60%). Les documents de projet justifient le choix de ces régions par la conjonction de facteurs de pauvreté, d'insécurité alimentaire, de manque d'infrastructures et d'absence d'intervention agricole d'envergure. La majorité des habitants y dépendent de l'agriculture et de l'élevage pour vivre, et sont donc particulièrement vulnérables à la faiblesse de la pluviométrie (environ 400 mm/an pour Louga et Matam) et aux effets induits par les changements climatiques.

Le projet parvient à toucher 44 078 personnes dont 7 170 producteurs agricoles et 36 908 éleveurs, dont 70% de femmes, soit un dépassement des prévisions initiales. Le projet a pu disposer du Registre Unique de l'Etat, qui identifie les ménages les plus pauvres, pour cibler ses bénéficiaires. Une part importante d'entre eux sont par ailleurs bénéficiaires du Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF) du gouvernement.

La sélection des bénéficiaires a été réalisée après une définition concertée des critères de sélection (genre, degré de vulnérabilité, expérience des personnes dans l'activité concernée, possibilité de contribution en nature, lieu de résidence, etc.) par des comités de ciblage présidés par les autorités administratives. Les listes de bénéficiaires établies ont ensuite été transmises aux comités de gestion des différentes activités du projet.

ANTA ET MAGOT  
RÉCOLTENT DU GOMBO  
DANS LE VILLAGE DE  
NGAYE NDIAWAR

CRÉDIT: SAM  
PHELPS/ACTIONAID

## 2. Comment le projet a-t-il profité aux petits producteurs de denrées alimentaires?

### a. Augmentation de la production et amélioration des conditions de travail

La mise en œuvre du PASA Lou-Ma-Kaf a permis la création ou le développement d'activités agricoles et d'élevage dans les zones concernées. La promotion de la riziculture dans la région de Kaffrine a reposé sur les aménagements hydro-agricoles mis en place au niveau des vallées humides (bas-fonds), autrefois sujets à une forte érosion éolienne et pluviale, la mise à disposition de semences, et l'appui technique sur l'itinéraire technique du riz pour 3 190 producteurs. Des aménagements secondaires, non prévus au départ du projet, ont été réalisés pour qu'un maximum de bénéficiaires puissent pratiquer la riziculture. 1 226 hectares de paddy ont ainsi été cultivés en 2017, contre 200 hectares en 2013. Parallèlement à l'augmentation des surfaces, les rendements en paddy ont augmenté de 0,8 tonne par hectare à 2,1 tonnes par hectare. 82 hectares ont par ailleurs été mis en culture pour du maraîchage, sur initiative des bénéficiaires.

*«Les revenus tirés de l'arachide permettaient d'acheter du riz qui est une denrée de première nécessité. Avec le projet, nous avons expérimenté la culture de riz qui a été une réussite. N'achetant plus de riz, nous avons des ressources nous permettant maintenant de prendre en charge des domaines qui étaient naguère relégués au second plan: éducation, santé, habitat en dur.» – Yacine Fall, femme membre du Groupement DEGGO, arrondissement de Missirah Wadene, région de Kaffrine*

Le projet a également appuyé le développement de la production laitière et la collecte de lait pour approvisionner des laiteries environnantes, à travers l'installation d'étables chez les productrices, la construction de 2 laiteries à Ourosogui et Dahra, l'équipement de 8 autres laiteries, et l'appui technique aux bénéficiaires. Le volume de lait frais traité par la laiterie Largal à Dahra a ainsi doublé entre 2015 et 2017.

Le projet a permis l'augmentation de la production maraîchère par la constitution de zones collectives de production, jardins maraîchers (de 1 à 2 hectares de superficie) ou fermes (de 5 à 15 hectares). Dans les régions de Kaffrine et Louga, les fermes ont connu des résultats satisfaisants sur leur première campagne de cultures pluviales telles que l'arachide et les pastèques, ce qui a permis l'auto-financement de la campagne maraîchère suivante.

La distribution d'intrants et d'équipements agricoles a permis d'améliorer la productivité et d'alléger certains travaux, notamment pour les femmes. Les matériels distribués dans le cadre du projet concernent aussi bien l'agriculture (tracteurs, semoirs, décortiqueurs, polisseurs de grains de riz, outils, combinaisons de traitement, pulvérisateurs, etc.) que l'élevage et la transformation laitière (réfrigérateurs, congélateurs, matériaux d'emballage, fourneaux à gaz, bidons, petits équipements d'abattoirs, etc.).

### b. Développement de débouchés commerciaux

La construction de 93 km de pistes (sur 120 km prévus) permet de désenclaver les zones de production et facilite la commercialisation des produits agricoles. La commercialisation des cultures maraîchères commence ainsi à émerger, notamment à Ngaye Ndiawar à Louga où sont produits tomates, piment et gombo. La production est soit vendue à des commerçants qui font le tour des différents périmètres maraîchers, soit écoulee localement dans les villages et villes environnantes. Il faut toutefois noter que les tricycles fournis par le projet pour les fermes de Louga ne sont pas adaptés aux pistes sablonneuses, et ne sont donc pas

utilisés pour transporter les produits récoltés. Les exploitants utilisent leurs charrettes traditionnelles, mais elles restent en nombre insuffisant par rapport à la quantité de denrées à transporter.

Le projet, à travers l'agence nationale d'insertion et de développement agricole (ANIDA), appuie également les producteurs pour commercialiser leurs produits en organisant ou en participant à des foires dans les centres urbains. Des organisations de producteurs ont ainsi participé à deux éditions de la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) de Dakar. Le PASA Lou-Ma-Kaf a par ailleurs suscité la création du label de riz local Ndoucoumane, une initiative de producteurs ayant participé à des visites d'échanges dans le Nord du pays, notamment dans la vallée du fleuve Sénégal. Les producteurs ont été appuyés pour l'élaboration d'un logo, la présentation des sacs de riz, et la promotion du produit dans des foires. Le projet envisage de faire des analyses chimiques pour identifier les éventuelles spécificités du riz Ndoucoumane liées au terroir et les valoriser dans le cadre du label.

Dans le domaine de l'élevage laitier, la mise en œuvre du projet a permis un rapprochement des laiteries de leur clientèle par la mise en place de 10 chariots et de 10 kiosques placés près des écoles pour toucher davantage les enfants. La réduction de la taille du conditionnement des produits transformés (de 5 litres à un demi ou un quart de litre) a également permis de développer une gamme de produits plus accessibles financièrement pour les enfants et leurs familles.

### **c. Augmentation des revenus**

En général, les agriculteurs et éleveurs ont vu leurs revenus augmenter grâce à l'appui du PASA Lou-Ma-Kaf à la production agricole, notamment parce qu'ils peuvent vendre des légumes, des poulets, des chèvres, des œufs, etc., tout en améliorant leur consommation domestique. Comme mentionné précédemment, l'aménagement des vallées humides (bas-fonds) pour la conservation des eaux dans la région de Kaffrine a permis d'augmenter la production de riz, qui est avant tout auto-consommé par les familles de producteurs. Les ménages qui exploitent 0,25 hectare peuvent en moyenne récolter 700 kg de paddy par an, et ainsi couvrir leurs besoins en riz pendant 6 mois. Ils peuvent alors utiliser les revenus de la culture dominante, l'arachide, non seulement pour assurer la sécurité alimentaire mais également pour des besoins non couverts auparavant, tels que les coûts d'éducation, de santé ou d'habitat. Dans certaines zones de la région de Kaffrine, telles qu'à Mbaye-Mbaye, Saly Escalé et Diamagadio, l'augmentation de la production de paddy a même permis de commercialiser des surplus de riz.

Le PASA Lou-Ma-Kaf a également permis de développer les revenus issus de l'élevage. Le lait non auto-consommé est vendu directement par les femmes d'éleveurs, ou livré à la laiterie. L'activité des laiteries a augmenté grâce à un travail pour réduire les charges de fonctionnement (électricité, location de local) de la coopérative de Dahra, grâce à la mise en place d'étables et une spécialisation de certaines vaches en production laitière, y compris pendant la saison sèche, du fait de la structuration de la collecte de lait pour améliorer l'approvisionnement des laiteries, et grâce à un appui à la commercialisation (voir ci-dessus, ouverture de kiosques et conditionnement en sachets plus petits).

*«Nous disposions d'une laiterie avant l'intervention du projet. Cependant nous avons d'énormes difficultés car les charges locatives et d'électricité étaient lourdes. Le projet nous a soulagé en nous construisant des locaux fonctionnels, en nous dotant de*



*matériel, de génisses gestantes et en nous accompagnant. Maintenant, notre niveau de vie s'est sensiblement amélioré: la traite du soir des vaches laitières est en partie consommée, et en partie vendue à domicile. Celle du matin est livrée à la coopérative qui procède au règlement par quinzaine». — Khady Sow, présidente de la coopérative Largal de Dahra, région de Louga*

LES REVENUS TIRÉS DE L'ARACHIDE PERMETTENT MARIAM ET LES MEMBRES DE SON GROUPEMENT D'ACHETER DU RIZ QUI EST UNE DENRÉE DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ.

CRÉDIT: SAM PHELPS/ACTIONAID

L'appui au développement de l'élevage ovin, caprin et avicole permet également aux familles de disposer d'une épargne sur pied et de pouvoir vendre des animaux en cas de dépenses ponctuelles, notamment de santé. L'accroissement des revenus par le petit élevage a permis à certaines familles d'investir pour diversifier leurs activités économiques ou prendre en charge des coûts liés à l'éducation des enfants.

*«Avec l'appui du projet, j'ai démarré par un poulailler avec des poulets du pays et un coq de race (Rhode Island Red). Avec les ressources obtenues, j'ai acheté des chèvres. Ce projet m'a été d'un grand secours dans le domaine de l'alimentation, de l'éducation et de la santé. Lors de mon dernier accouchement, tous les frais médicaux ont été supportés par cette activité.» — Gnilane Faye, bénéficiaire d'appui en élevage caprin et avicole, Siloko, commune de Kahi, région de Kaffrine*

#### **d. Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle**

L'amélioration de la sécurité alimentaire par le PASA Lou-Ma-Kaf passe essentiellement par l'appui aux productions alimentaires et à l'élevage. Les résultats attendus, les indicateurs de



performance prévus et le contenu des activités se concentrent avant tout sur un travail d'augmentation de la production (de riz, de légumes, de lait, de viande, etc.) et sur la commercialisation de ces produits, mais n'intègrent pas d'activités ni d'objectifs spécifiquement liés à la diversification des régimes alimentaires, ni à la sécurité nutritionnelle.

CAPTION: MARIAMA VENDE DU LAIT AU KIOSQUE QUI ÉTAIT FINANCÉ PAR LES BÉNÉFICES DE SON GROUPEMENT QUI A REÇU L'APPUI DU PASA

CRÉDIT: SAM PHELPS/ACTIONAID

La disponibilité alimentaire a été améliorée grâce au projet, notamment du fait de l'augmentation de la production de riz, lait, légumes et œufs. L'aménagement des vallées humides (bas-fonds) autrefois peu exploitées et le développement de la riziculture dans la région de Kaffrine a ainsi mis fin au monopole de l'arachide, production qui contribue au revenu mais pas directement à l'alimentation des familles de producteurs. La culture du paddy dans la zone permet une autonomie partielle en riz pour les 5 136 ménages de 82 villages différents qui la pratiquent. La construction de 9 magasins de stockage, notamment pour le paddy, contribue également potentiellement à réduire les pertes agricoles post-récolte et donc à augmenter la disponibilité alimentaire au niveau local.

L'étude de terrain a fait ressortir que le développement de l'aviculture, de la production maraîchère, et de la production de lait et viande a un impact positif sur les régimes alimentaires des personnes les plus vulnérables (enfants et personnes convalescentes), avec une augmentation de la consommation de légumes et produits animaux, notamment les œufs. Le soutien à la commercialisation a par ailleurs permis la mise en place de kiosques de vente de produits laitiers à destination des écoliers. Enfin, les revenus tirés de la vente d'animaux et de légumes, voire de riz dans certains cas, permet d'améliorer le pouvoir d'achat des ménages, dont une large partie est consacrée à l'alimentation.

### **e. Renforcement des groupes de producteurs locaux**

Le projet a fortement misé sur la structuration des producteurs en groupements pour les différentes activités. Un groupement de femmes a par exemple été soutenu pour créer la coopérative laitière d'Ourosogui. 12 organisations faitières d'éleveurs ont été renforcées sur



leurs rôles et responsabilités, notamment en termes de commercialisation, de plaidoyer et d'approvisionnement en équipements et intrants.

La création de fermes maraîchères dans les régions de Louga et Kaffrine repose sur la structuration des producteurs en Groupement d'Intérêt Économique (GIE), une catégorie intermédiaire entre l'entreprise individuelle et la société. En moyenne, un GIE regroupe 15 adhérents et dispose d'une surface de 5 hectares de terres cultivables, une surface devant permettre de dégager un revenu suffisant pour chaque productrice ou producteur. Ce sont soit des GIE, soit des unions de 2 ou 3 GIE qui administrent les fermes (de 5 à 15 hectares) en termes de gestion des équipements et des intrants, de suivi et d'organisation des opérations culturales, de commercialisation des produits, d'accès au crédit, de négociation de contrats de production avec des commerçants. Les GIE et unions de GIE sont regroupés en coopérative au niveau du département.

Le projet, à travers l'attribution par les collectivités locales de terres de bas-fonds pour la riziculture ou de terres pour les fermes maraîchères et les infrastructures de stockage, a renforcé l'accès collectif à la terre pour les productrices et producteurs des zones concernées. Les terres sont affectées aux GIE des fermes, qui attribuent le droit d'usage des parcelles aux productrices et producteurs individuels. Enfin, l'appui fourni pour l'exploitation des vallées humides (bas-fonds) de la région de Kaffrine a donné l'opportunité de fédérer des villages qui avaient des rapports marginaux et parfois même conflictuels auparavant.

Une autre forme de structure collective, les groupements d'Épargne Pour le Changement (EPC), reflète l'impact positif du projet en termes d'autonomisation de groupes de producteurs. Le système EPC, qui existe depuis 2009 au Sénégal, a été adopté par le PASA Lou-Ma-Kaf suite à l'échec de la sollicitation de structures de financement décentralisées pour soutenir les activités du label de riz Ndoucoumane (voir ci-dessus). Dans le cas du PASA Lou-Ma-Kaf, le système EPC promeut une épargne orientée vers la prise en charge des intrants agricoles. Les montants épargnés sont réinvestis dans les activités de crédit, avec des taux d'intérêts maîtrisés.

### **3. Comment le projet implique-t-il les petits producteurs de denrées alimentaires, les organisations paysannes et les organisations de la société civile?**

#### **a. Engagement et participation des petits producteurs de denrées alimentaires, notamment les femmes**

Dans le cadre du PASA Lou-Ma-Kaf, les productrices et producteurs bénéficiaires ont été organisés en structures communautaires pour participer aux différentes phases du projet. Les producteurs ont été impliqués à travers des assemblées générales sur les sites visés, des délibérations de leurs structures locales, des réunions et des enquêtes, spécifiquement au démarrage du projet. Dans ce processus, des dispositions ont été prises pour que les femmes participent de manière effective. Après les concertations internes des communautés et leur accord pour participer au projet, le projet a facilité la mise en place de structures communautaires et la désignation de responsables. Des représentants des bénéficiaires ont participé aux comités locaux de ciblage (présidés par les autorités administratives) en charge d'établir la liste nominatives des bénéficiaires sur la base d'un rapport technique établi par les techniciens du projet.

Dans la phase de mise en œuvre, des représentants des bénéficiaires participent également aux comités de suivi des travaux du projet et aux comités de gestion qui gèrent les infrastructures physiques construites dans le cadre du projet (forages pastoraux, ouvrages de gestion des eaux dans les bas-fonds ou les fermes, etc.). Les bénéficiaires participent également aux structures communautaires (GIE, groupements de femmes ou autres) qui gèrent les activités de production, transformation ou commercialisation. Ainsi, ce sont les bénéficiaires eux-mêmes qui ont décidé à Kaffrine de produire de l'oignon dans les vallées humides (bas-fonds), en plus de la riziculture prévue par le projet. Les structures communautaires sont appuyées par le projet pour renforcer leurs capacités techniques et organisationnelles et favoriser leur autonomisation. Des représentants de bénéficiaires peuvent également être consultés lors des visites de terrain du personnel du projet, notamment dans le cadre de procédures de suivi ou d'évaluation, et participent au comité de pilotage du PASA Lou-Ma-Kaf.

## **b. Engagement et participation des organisations paysannes et des organisations de la société civile**

Les organisations de la société civile ont été impliquées dans le projet, mais leur participation s'est souvent résumée à une recherche d'informations ou à un accompagnement en période de démarrage de projet. L'organisation paysanne SYNAEP-JAPANDOO et l'Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO), deux organisations faîtières de niveau national, sont membres du comité de pilotage du PASA Lou-Ma-Kaf. Elles sont à ce titre impliquées dans le processus de validation des Plans de Travail et Budget Annuels (PTBA) et des rapports annuels d'activités du projet. Elles ont ainsi participé aux ateliers de bilan annuel et de validation des PTBA en 2014, 2015 et 2016, et également à des visites de terrain.

La société civile a par ailleurs participé à des processus de réflexion stratégique sur des thématiques telles que l'élaboration de plans de gestion des ressources naturelles à travers les unités pastorales ou une plate-forme des acteurs de la sécurité alimentaire convoquées par le projet.

Il faut toutefois constater la faible implication dans le PASA Lou-Ma-Kaf du Conseil National de Concertation des Ruraux (CNCR), principale organisation faîtière des producteurs à petite échelle et de l'agriculture familiale au Sénégal, et membre du Réseau des Organisations Paysannes et Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA). Le CNCR a en effet été consulté et mis à contribution au moment du démarrage du projet, mais pas au cours de sa mise en œuvre.

Par ailleurs, comme mentionné précédemment, le PASA Lou-Ma-Kaf a impulsé la création d'organisations communautaires ad hoc pour sa mise en œuvre, y compris dans des zones où des organisations structurées pré-existaient au projet. L'appui et le renforcement des structures existantes aurait pourtant permis de mieux garantir la pérennité des acquis du projet après sa clôture. Des organisations créées spécifiquement pour un projet tendent en effet à périr après la fin de celui-ci. Une implication effective du CNCR dans la mise en œuvre du PASA Lou-Ma-Kaf aurait sans doute pu permettre d'éviter cet écueil en identifiant les organisations de producteurs existantes dans les différentes zones du projet.

## 4. Comment le projet permet-il de toucher les femmes et que leur apporte-t-il?

Le PASA Lou-Ma-Kaf bénéficie en priorité aux femmes. On estime qu'environ 70% des plus de 44 000 bénéficiaires sont des femmes. Dans sa mise en œuvre, le projet appuie des activités dans lesquelles les femmes sont très impliquées. Elles bénéficient donc des résultats des différents appuis techniques et financiers, et sont fortement engagées dans la gestion des infrastructures et activités mises en œuvre. Les femmes sont ainsi les uniques bénéficiaires des activités soutenant le développement de laiteries, de poulaillers et d'étables. Plus de 60% des bénéficiaires des bergeries et chèvreries sont des femmes. Dans la région de Louga, les 15 premières fermes maraîchères créées bénéficient à 426 personnes dont 189 productrices, excédant atteignant l'objectif de 40% de femmes bénéficiaires. Dans la mise en œuvre du projet, la position des femmes a été notamment renforcée par un certain abandon des hommes qui se sont mobilisés dans d'autres secteurs économiques, ou ont migré vers les villes ou hors du pays.

La mise en œuvre du projet a permis d'améliorer la situation des femmes en termes de quantité de travail. Dans la zone sylvo-pastorale, la recherche d'eau constitue une des tâches quotidiennes des femmes. La construction d'ouvrages hydrauliques (réhabilitation de forages existants et nouveaux forages) dans le cadre du projet permet d'alléger celle-ci.

*«Avant le projet, on passait une bonne partie de la nuit au forage en quête d'eau. Maintenant cette contrainte est levée.» — Rougy Sow, femme membre de l'unité pastorale de Labardi, Région de Louga*

LES AGRICULTRICES DU VILLAGE DE NDIONGU FALL DANS LA RÉGION DE LOUGA UTILISENT DU FUMIER POUR FERTILISER LE SOL

CRÉDIT: SAM PHELPS/ACTIONAID



Les conditions de vie de certaines femmes, notamment leur sécurité, ont été également améliorées car elles ont abandonné la dangereuse activité de vente de charbon de bois sur les bords de route au profit de la riziculture.

*«Nous avons comme principale activité la vente de charbon de bois au bord de la route nationale. La quête de clientèle occasionnait des accidents parfois mortels; avec le projet, nous avons abandonné cette activité pour la riziculture qui nous procure plus de ressources en toute sécurité». — Yacine Fall, agricultrice à Missirah Wadene, région de Kaffrine*

Les femmes ont bénéficié du projet en termes de revenus tirés d'activités agricoles et d'élevage. Les fermes maraîchères et les jardins maraîchers ont un impact positif à la fois sur les revenus des femmes et la nutrition des familles. Par exemple dans la région de Louga, pour les quelques 400 femmes ayant bénéficié de soutien en maraîchage, la vente de légumes produits en contre-saison a rapporté 30 543 590 Francs CFA en 2016, et 23 853 265 Francs CFA en 2017. Le projet a également soutenu les femmes bénéficiaires pour des activités de transformation et de commerce, notamment à travers l'appui à 8 laiteries existantes et la construction de 2 nouvelles. Les femmes de la coopérative de Dahra ont par exemple profité de l'existence du premier marché de bétail de la sous-région dans leur localité pour développer la vente d'aliment pour bétail. Les 10 laiteries soutenues sont gérées par des groupements de femmes.

Le projet a également favorisé l'autonomisation financière des femmes, à travers les coopératives laitières mais surtout grâce au développement d'activités d'épargne et de crédit par le système Épargne Pour le Changement (EPC, voir ci-dessus). Le projet a en effet favorisé la création de 84 groupes d'épargne-crédit qui ont permis de toucher 1 957 personnes, dont 96% de femmes, et d'épargner 28 464 375 Francs CFA en 2017. A fin décembre 2017, 19 millions Francs CFA de crédits issus de l'épargne étaient en cours, principalement pour soutenir les dépenses relatives à la production agricole (intrants).

L'implication des femmes dans la vie communautaire a également été améliorée à travers la participation aux activités du projet, notamment les formations.

*«Dans un passé récent, on n'osait même pas s'approcher des lieux de rencontres. Maintenant, nous participons à toutes les réunions qui se tiennent dans le village.» — Rouguy Sow, femme membre de l'unité pastorale de Labardi, région de Louga*

## **5. Le projet permet-il d'améliorer la résilience climatique?**

Le développement de la résilience climatique des communautés bénéficiaires est un objectif explicite du PASA Lou-Ma-Kaf. Dans ce domaine, le développement d'infrastructures et de techniques de mobilisation de l'eau (conservation des eaux du sols, préservation et restauration des sols) dans les vallées humides (bas-fonds) permet d'optimiser l'usage agricole de l'eau dans des régions où la faible pluviométrie est une des contraintes climatiques majeures. On assiste par ailleurs à un développement de la faune et de la flore dans les bas-fonds du fait de la meilleure gestion de l'eau. Comme vu précédemment, le développement de la riziculture a également poussé certains bénéficiaires à abandonner la coupe de bois et la vente de charbon.

D'autres actions mises en œuvre dans le projet contribuent à la protection de la végétation environnante pour lutter contre la désertification: renforcement de pare-feux, confection de



brise-vents, promotion du gaz butane plutôt que le bois ou le charbon, construction de bâtiments en dur plutôt qu'en bois, essais de culture de plantes fourragères, valorisation des résidus agricoles en élevage, conventions locales pour préserver les ressources naturelles et prévenir les conflits. Une protection collective du couvert végétal émerge dans certaines zones, notamment là où sont développées des bergeries ou chèvreries. Pour alimenter les animaux, les ressources fourragères sont en effet protégées contre les feux de brousse et contre la surexploitation par les troupeaux transhumants.

Le projet a conduit à l'augmentation de l'utilisation de semences sélectionnées adaptées aux conditions climatiques locales (variétés à cycle court, résistantes aux maladies et productives). Ces semences sont distribuées gratuitement aux fermes et jardins pour la première campagne de culture, puis un fonds de roulement issu de la première récolte, géré au niveau des fédérations de groupements de producteurs, doit leur permettre d'acheter semences et intrants pour la campagne suivante. Le fonds de roulement est complété par des cotisations d'épargnants et par des crédits bancaires, notamment pour acheter des engrais. Le développement de tels modèles de production qui exigent des dépenses en semences et intrants chaque année est un risque en termes de perte d'autonomie financière et technique, et donc de résilience, pour les productrices et producteurs, notamment en cas

LA MOBILISATION DE L'EAU EST TRÈS IMPORTANTE POUR ASSANE ET SON GROUPEMENT DES AGRICULTEURS QUI CULTIVENT LA SALADE.

**CRÉDIT: SAM PHELPS/ACTIONAID**

de mauvaises récoltes et donc de chute de revenus. Il apparaît toutefois qu'une réflexion soit en cours au niveau du projet pour la production de semences certifiées dans la zone du projet.

Dans la même optique, l'appui technique aux activités agricoles a reposé sur le soutien pour l'accès aux intrants chimiques, engrais et pesticides, notamment dans le cadre de distributions ou via les systèmes d'épargne et de crédit. Cette promotion d'intrants polluants et coûteux est à interroger en termes d'autonomie et de résilience des productrices et producteurs. Sur le terrain, l'usage des engrais chimiques a été justifié par la faible disponibilité de fertilisation organique (déjections animales). A ce propos, la mise en place de bio-digesteurs est encore très peu avancée, avec un taux de réalisation de 5% (35 digesteurs sur 700 attendus). Ces équipements peuvent pourtant jouer un rôle important pour l'intégration de l'agriculture et de l'élevage en valorisant la fumure organique, mais aussi pour réduire la dépendance aux énergies fossiles pour l'éclairage et pour la fertilisation des sols.

## Recommandations

Le PASA Lou-Ma-Kaf, dont la mise en œuvre s'achève fin 2018, se trouve à la fois dans une phase de préparation de clôture, de construction de la pérennité des acquis, d'accompagnement pour les activités et infrastructures récentes (notamment certaines fermes maraîchères), et d'accélération de la mise en œuvre pour ce qui n'est pas encore réalisé. Il importe donc de veiller à compléter la réalisation des activités tout en bâtissant la durabilité de l'impact du projet.

### **Sur l'approche et la stratégie générale du projet:**

- Améliorer l'implication des organisations paysannes faitières et des organisations de la société civile, y compris les organisations de promotion des droits des femmes, dans la mise en œuvre, le suivi-évaluation et le pilotage stratégique du projet. Cela peut notamment passer par le fait d'accorder un soutien spécifique à ces acteurs pour augmenter leurs capacités d'analyse et de participation.
- Privilégier le renforcement et le travail avec les organisations locales existantes plutôt que créer des structures spécifiques pour la mise en œuvre du projet.

### **Sur le soutien à la production agricole pour soutenir la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté:**

- Dans le cadre du suivi-évaluation et de l'évaluation de l'impact du projet, faire un bilan de l'impact de sa mise en œuvre sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires directs et indirects.
- Renforcer l'intermédiation avec les institutions de micro finance (IMF) et les Directions régionales de développement rural pour permettre aux producteurs de bénéficier des distributions d'intrants subventionnés par l'État.
- Connecter les groupes d'Épargne Pour le Changement (EPC) au système financier formel et favoriser l'accès des groupements et bénéficiaires du projet à des services financiers adaptés (crédit, épargne et assurance).



### **Sur l'appui à la commercialisation pour les producteurs à petite échelle:**

- Soutenir la contractualisation entre producteurs (maraîchers ou éleveurs) et commerçants pour assurer des débouchés durables et rémunérateurs pour la production.
- Institutionnaliser la participation aux foires et salons nationaux et de la sous-région.

### **Sur le renforcement des capacités des femmes:**

- Dans le cadre du suivi-évaluation et de l'évaluation d'impact du projet, établir un bilan spécifique sur le genre sur l'impact du projet sur l'autonomisation des femmes, en utilisant des données désagrégées par sexe.
- Mettre en place un plan de formation qui prend en charge des thèmes comme la dynamique organisationnelle, le leadership et la participation aux processus de décisions, la capacité de négociation, la gouvernance locale, le genre, les droits et l'autonomie des femmes, la micro finance, etc.

MAYOR SAMBA BA ET SON BÉTAIL. LE DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES ET DE TECHNIQUES DE MOBILISATION DE L'EAU PERMET D'OPTIMISER L'USAGE AGRICOLE DE L'EAU DANS DES RÉGIONS OÙ LA FAIBLE PLUVIOMÉTRIE EST UNE DES CONTRAINTES CLIMATIQUES MAJEURES

CRÉDIT: SAM PHELPS/ACTIONAID

### **Sur le soutien à l'emploi des jeunes:**

- Développer des formations ciblant spécifiquement les jeunes pour créer des opportunités d'emploi (en maintenance et conduite du matériel agricole, en tant que relais mécaniciens, etc.) et encourager leur engagement dans les espaces de décision (formations en gestion organisationnelle, gestion financière, etc.).

### **Sur la résilience climatique et la gestion des ressources naturelles:**

- Accorder une priorité à l'installation de bio-digesteurs pour éviter les coupes abusives de bois.
- Étendre les ouvrages de conservation des eaux et des sols et de défense et restauration des sols dans les zones de vallées humides (bas-fonds) pour lutter contre l'érosion et reconstituer le couvert végétal.
- Soutenir des sources d'énergie alternatives (énergie solaire notamment) en raison du coût élevé des factures de gazole et d'électricité.
- Associer agriculture et élevage dans les fermes agricoles pour fertiliser les sols.
- Favoriser les programmes de multiplication communautaire de semences pour promouvoir la diversité des espèces et variétés, et encourager l'autonomie des groupements de productrices et producteurs en termes d'intrants.

### **Sur la durabilité du projet:**

- Développer un plan de durabilité pour l'autonomie technique, financière et organisationnelle future des structures communautaires créées ou appuyées dans le projet, notamment pour les activités agricoles basées sur l'achat d'intrants.
- Planifier de transférer les innovations du projet vers des structures publiques pérennes (Directions régionales de développement rural, Agence nationale de Conseil Agricole et Rural, Direction de l'Élevage et des productions animales, etc.).
- Monter et mettre en œuvre un plan d'entretien, de maintenance et de valorisation durable des infrastructures réalisées (ouvrages de rétention d'eau, forages, magasins de stockage, pistes, etc.), y compris par le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs pour développer leur autonomie technique et financière dans la gestion des infrastructures.

### **Remerciements**

Ce rapport a été écrit par Jean-Cyril Dagorn sur la base de l'enquête réalisée par Cheikh Ba, avec les contributions de Marius Dia, Alberta Guerra, Chris Coxon et Zakaria Sambakhe.

ActionAid USA, 1220 L Street, NW, Suite 725, Washington D.C. 20005, +1 (202) 835-1240

[www.actionaidusa.org](http://www.actionaidusa.org)

**More Action. Less Aid.**